

destruction complète. C'est peut-être ce que veut le gouvernement.

● (1640)

J'ai en main une copie d'un article du *Report on Business du Globe and Mail* d'aujourd'hui. Son auteur, M. George Linton, signale les risques que nous courons à cause du sort que pourraient subir les petits producteurs pétroliers de l'Alberta. Il dit qu'ils vont être obligés de se vendre aux grosses exploitations ou de fermer boutique. Ce qui va arriver, c'est qu'il va y avoir regroupement et création de nouveaux monopoles pétroliers en Alberta et au Canada. M. Linton décrit l'industrie pétrolière du Canada. Il dit qu'elle est complètement bouleversée. Le prix international du pétrole est tombé à moins de \$15 américains le baril. Il faut que nous demandions au gouvernement ce qu'il a l'intention de faire. À en juger par ce qu'il a fait jusqu'à présent, il ne fera rien du tout.

Il faut réfléchir à la suppression de la l'IRP. Le gouvernement est obnubilé par l'idée de réduire le déficit. Il a une vision en tunnel de cette réduction du déficit. En fait, le gouvernement est obligé de ne rien faire face à l'un des graves problèmes de l'ouest du Canada, et notamment de l'Alberta, le problème de l'industrie pétrolière.

Quiconque suit les délibérations de la Chambre des communes sait que les députés gouvernementaux posent de temps à autre des questions truquées aux ministres. Mais pourquoi ne leur posent-ils pas des questions pièges? Pourquoi ne demandent-ils pas ce que le gouvernement a l'intention de faire pour supprimer immédiatement l'IRP? S'il fallait répondre honnêtement à cette question, nous savons que le ministre des Finances (M. Wilson) devrait renoncer à 1 milliard de dollars de recettes. C'est évidemment ce qu'il devrait faire. Toutefois, c'est un engagement que le reste du pays devrait prendre par le biais du gouvernement auprès des habitants de l'Alberta afin de préserver l'économie de cette province.

Je sais que je représente beaucoup d'habitants du centre du Canada en déclarant ce qui suit. Je ne veux pas payer l'essence de mon automobile 15c. le gallon si cela veut dire la ruine de mes frères et de mes soeurs de l'Alberta. Cette situation est absurde. Si nous diminuons le déficit, toute l'économie d'une province va être liquidée. Je crois que des députés gouvernementaux ont dit un jour qu'ils éclaireraient sous un nouvel angle la fédération du Canada. Ils ont dit qu'ils susciteraient un sens de cohésion, de coopération et de collégialité, non seulement entre le gouvernement fédéral et les dirigeants provinciaux, mais entre les Canadiens et leur gouvernement. Si jamais l'occasion de faire une telle chose s'est présentée à un gouvernement, c'est bien à celui-ci.

Il n'est plus question du schisme des années Trudeau où tout l'appui au gouvernement venait seulement d'une partie du

Pouvoir d'emprunt—Loi

pays. A l'époque où le précédent premier ministre et les libéraux dirigeaient le Canada, ils étaient très peu représentés dans l'Ouest. En fait, c'était un gouvernement qui s'appuyait sur le centre et sur l'Est. Aujourd'hui, le gouvernement a une occasion en or, car il représente des Canadiens de toutes les régions du pays. Pourquoi ne saisit-il pas cette occasion? Pourquoi la laisse-t-il échapper?

Nous avons maintenant un autre problème, celui des céréaliculteurs de l'ouest du Canada. Le prix de leurs denrées est en train de fondre. On m'a dit qu'il était maintenant tombé à son niveau le plus bas en 25 ans. En fait, le prix n'a jamais été aussi bas depuis les sombres années 30, depuis les chars à Bennett. On est apparemment passé des «vaches maigres des conservateurs» au «chômage endémique des libéraux». Nous assistons à un concours de cracheurs dont j'ai dit que je ne voulais pas me mêler. Pourtant, nous avons là un nouveau problème pour le gouvernement. Il faut donner des garanties aux agriculteurs pour qu'ils s'organisent. Or, qu'a répondu le gouvernement en réponse à nos questions? «Attendons, voir». Je pense que le gouvernement s'est là encore obstiné dans son obsession de réduire le déficit. Là encore, il réagit avec des ceillères.

Toutefois, quand a surgi la crise concernant la BCC et la Norbanque, on s'est arrangé pour reléguer aux oubliettes cette philosophie étriquée. La «Gaspilleuse» s'est présentée avec un milliard de dollars pour les banques. Cela ne présentait absolument aucun problème. Personne n'a dit que cette dépense allait faire augmenter le déficit. On nous a dit que c'était essentiel pour sauver une banque de l'Ouest. On nous a dit qu'il nous fallait développer les intérêts bancaires de l'Ouest. Les députés se rappellent-ils cet argument? Un député d'en face sort son violon. Il devra jouer doucement. Est-il important que nos producteurs de blé continuent d'exister? Est-ce important pour notre économie? Le président du Conseil privé (M. Hnatyshyn) hoche la tête en signe d'assentiment. Le ministre est vêtu de rouge aujourd'hui. Ce qu'il dit est juste. Est-il important pour le pays que l'industrie pétrolière continue d'exister et de prospérer? Tous évidemment diront que oui. Ce secteur ne devrait pas être laissé uniquement entre les mains d'une poignée de grandes sociétés pétrolières. Selon la philosophie du gouvernement, il importe que les petits producteurs puissent également exister, puisque, après tout, ce qui est arrivé échappe à leur contrôle.

Ce qui arrive aux agriculteurs est la conséquence de la guerre larvée que se livrent le Marché commun européen et les États-Unis. Les agriculteurs de l'Ouest sont pris entre deux feux. Voilà pourquoi nous ne pouvons pas nous en tenir à notre volonté de réduire le déficit coûte que coûte. A mon avis, lorsque les ministériels tiennent mordicus à cette philosophie, ils causent un sérieux préjudice aux Canadiens. En effet, ils se lient les mains et ne peuvent s'attaquer aux problèmes d'une façon réaliste.